

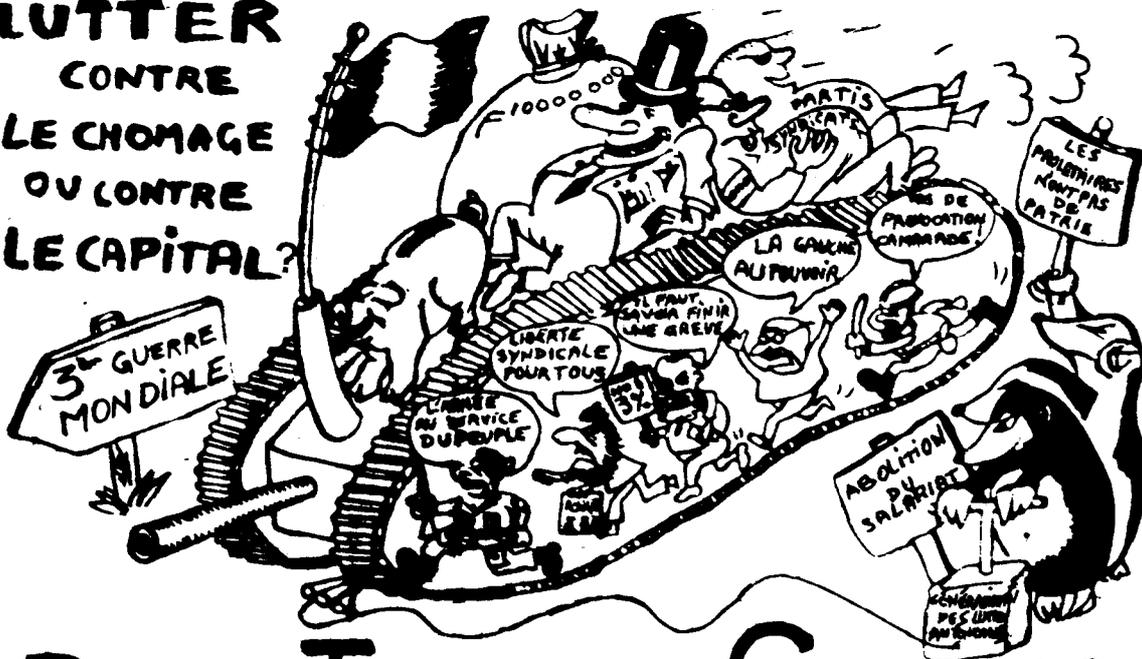
MARS 76

★ 4 Frs (30 F.B., 2 Gulden, 15 Esc., 15 p.)

JEUNE TAUPE !

N° 9

LUTTER
CONTRE
LE CHOMAGE
OU CONTRE
LE CAPITAL ?



POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE

FRANCE ~ ESPAGNE

PAYSANS ~ FRONT POPULAIRE ...

SPECTACLE DE LA CONSCIENCE

OU

CONSCIENCE DU SPECTACLE

Fr. Engels - Lettre à

Heinz Starkenbourg - 1894

" Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc ..., repose sur le développement économique. Mais ils réagissent tous également les uns sur les autres, ainsi que sur la base économique. Il n'en est pas ainsi parce que la situation économique est la cause, qu'elle est la seule active et que tout le reste n'est qu'action passive. Il y a au contraire, action et réaction sur la base de la nécessité économique qui l'emporte toujours en dernière instance."

L'Auto-Cannibalisme Du Capital

Du point de vue contenu, réalisation, réactions du public, le film "Les Dents de la Mer" (titre original : "Jaws" = mâchoires) de Steven Spielberg, atteint tous ses objectifs. Il provoque la peur - une peur viscérale - et incite à l'union sacrée, nationale - "l'union c'est la force" - pour venir à bout de la cause de la peur.

Le requin est une somme de symboles : violence, cruauté, acharnement à détruire, à consommer, à dévorer les hommes. C'est une parfaite machine à broyer, à tuer sans merci : toute sa morphologie est faite pour cela. De plus, il est entouré d'un halo de mystères propices à accroître l'inquiétude sur la durée de sa fonction de tueur (les océanographes ne savent pas précisément sa longévité !). Son mythe rejoint et dépasse même ceux de Moby Dick (la baleine blanche d'Herman Melville) ou de toutes les pieuvres géantes que l'on trouve dans la littérature à travers Victor Hugo, Jules Verne par exemple (sans parler du gros espadon d'Hemingway dans "Le vieil homme et la mer"). Cette "bête" remplit à fond son rôle du démon et du Mal : elle fait irruption et sème la panique sur les côtes d'une station balnéaire des Etats-Unis en plein été et au moment de l'anniversaire de l'indépendance (4 juillet). Elle vient troubler et arrêter l'"american way of life" : la petite ville côtière sert parfaitement de microcosme ! La mort absurde vient en quelque sorte compléter la vie absurde.

Les "Hommes" s'unissent pour combattre le monstre, pour sauver la population, pour rétablir l'ordre et la tranquillité : l'artisan-pêcheur, l'intellectuel-ichtyologiste et le chef-de-la-police vont chasser la peur sur le même bateau. Au-delà de leurs intérêts de classe, de leur propre survie d'hommes et d'individus, il s'agit de remplir la mission jusqu'au bout, jusqu'au sacrifice de soi-même si nécessaire. Comme par hasard, c'est le pêcheur (symbole du prolétaire) qui sera mangé par le requin et c'est le policier qui réussira à tuer la bête ! Après avoir déchiqueté, le requin est déchiqueté à son tour par explosion. Encore une fois, l'intervention américaine comme à Hiroshima (l'analogie est évidente dans le film) a été salutaire : l'explosion atomique en balayant la menace japonaise a rendu

depuis 1945 la territorialité des eaux du Pacifique à la domination yankee. Contre le requin géant, contre les dangers qui assaillent l'impérialisme américain (rivaux économiques et militaires), seule l'arme nucléaire est efficace : il fallait le justifier aujourd'hui plus que jamais !

Tous les aspects techniques du film (images, montages, rythmes, ...) sont mis en jeu pour créer l'atmosphère de peur et d'accroissement de cette peur jusqu'à la panique. Tout est réglé pour contribuer également aux réflexes de "résistance", d'"engagement", de "sacrifice"...de "guerre à mort" pour faire cesser la peur, de "destruction" au prix de sa propre destruction. Et c'est le pêcheur expérimenté, marqué par son labeur, vendant sa force de travail au meilleur prix possible, qui pousse le plus dans le sens du rendement, du jusqu'au-boutisme (la séquence où il casse le poste de radio pour empêcher le policier de demander du renfort, ses refus constants de regagner la côte pour prendre un bateau plus gros, sont à ce point de vue significatifs). Son "stakhanovisme" est omniprésent : pêcheur ou soldat (cf. l'épisode où il raconte le sauvetage de l'équipage de "l'Indianapolis" : les 2/3 des hommes furent mangés par les requins...mais la bombe d'Hiroshima avait été livrée !), mort ou vif, un seul but l'anime : le travail. Les mâchoires du requin le broieront comme celles du salariat et de l'économie marchande broient le prolétariat chaque jour et comme la guerre et la barbarie ont broyé et continuent de broyer l'Humanité. L'intellectuel échoue dans la lutte contre le monstre mais il réussit toutefois à sauver sa peau. Seul le policier arrive à vaincre malgré son "incompétence maritime". Le conditionnement est parfait : les gens se lèvent frénétiquement et applaudissent dans la salle après deux heures de frissons intenses lorsque le policier fait exploser le requin (au Moyen-Age, le public lançait des pierres contre le comédien qui jouait le rôle de Judas dans les représentations de la vie de Jésus Christ !). La boucle est bouclée : vive la police pour défendre la société, l'intégrité du territoire ou des eaux territoriales, ...vive les C.R.S sur les plages pour veiller aux loi-

(suite page 23)

Editorial " L'Histoire s'écrivait de plus en plus vite. L'air était vibrant d'évènements actuels ou imminents. Le pays entrait dans une période de crise, occasionnée par une série d'années prospères, au cours desquelles il était devenu de jour en jour plus difficile de disposer à l'étranger du surplus non consommé. Les industries travaillaient à heures réduites : beaucoup de grandes usines chômaient en attendant l'écoulement de leurs réserves et de tous côtés s'opéraient des réductions de salaires. "

Jack London - Le talon de fer.

OU EN EST LE CAPITAL FRANÇAIS ?

La reprise tant attendue, prophétisée depuis que la crise du capital français (expression nationale de la crise mondiale) est devenue une évidence, est enfin là ! C'est du moins ce qu'affirme la presse unanime à la lumière d'une apparente relance de la consommation intérieure en décembre 75 et de la réalisation de quelques marchés juteux, particulièrement grâce à la renommée mondiale de l'armement français.

S'il est vrai que l'approfondissement de la crise n'est pas un phénomène linéaire et que de courtes périodes de rémission peuvent alterner avec des chûtes brutales, le mouvement général n'en est pas pour autant changé.

Si les statistiques nationales peuvent décrire les variations d'un système économique (la soi-disant reprise), elles restent muettes sur son état (sa fragilité croissante).

En fait, l'économie européenne est de moins en moins capable de contenir ses forces productives, et la France est loin d'y détenir un rôle privilégié. En 1975, les exportations françaises ont augmenté moins vite que les exportations américaines et même anglaises ou italiennes. Quant aux dettes des entreprises, elles ont été multipliées par onze en dix ans et atteignent aujourd'hui quatre ans d'autofinancement, niveau encore jamais atteint. Les premières données économiques connues pour 1976 montrent, pour leur part, la continuation du déficit de la balance commerciales française.

Face à l'impossibilité croissante, pour le capital français, de transférer ses problèmes sur un environnement international lui-même en crise, il ne lui reste qu'une solution : colmater provisoirement les brèches en haussant le rapport profits/salaires (élimination des secteurs non rentables, renforcement de l'exploitation).

C'est donc au prolétariat de payer, que ce soit au travers de la dégradation de son niveau de vie ou sa chance croissan-

de se retrouver au chômage ... et d'y rester ! Mais pour appliquer ce programme, encore faut-il que le Capital s'en donne les moyens politiques.

UN "SOCIALISME" AUX COULEURS DE LA FRANCE

Si nous voulons comprendre la signification des décisions "révolutionnaires" prises par le P"CF lors de son XXII^e congrès et surtout l'importance que leur a donné la presse bourgeoise dans son ensemble, il ne faut pas trop se questionner sur l'habileté tactique de la clique marchaisienne, mais bien plutôt sur les besoins politiques du capital national.

Révéléateur est à ce propos le lapsus contenu dans une phrase du compte-rendu du Congrès, paru dans l'"Humanité" du 7 février : " La lutte pour le socialisme exige du parti de la classe ouvrière, des masses travailleuses, qu'ils déploient des efforts conséquents en vue d'une société d'exploitation " ! On se saurait mieux dire ! Le PC n'est en fait qu'un instrument au main d'une fraction " intelligente " de la bourgeoisie qui a compris que l'on n'affronte pas de face un prolétariat qui n'a pas au précédent été écrasé politiquement (au niveau de son autonomie de classe). Et cet écrasement devra d'abord se faire sur le terrain national, par le capital français. C'est ce qui explique la remise au goût du jour, par la bouche de Marchais, du slogan de l'Action Française d'avant-guerre : TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NOTRE. Celui-ci synthétise d'ailleurs parfaitement les positions prises par ce parti national-capitaliste à propos du Concorde ou de l'industrie d'armement française. Dans ce cadre national, toutes les solutions seront bonnes pour le Capital : des gouvernements à participation socialiste aux "gouvernements ouvriers" centrés sur le PC avec soutien des gauchistes.

Mais tout n'est pas si facile ! Les dernières péripéties de l'affaire Lip montrent qu'il ne suffit pas de changer un patron rétrograde par un séillant dirigeant de gôche pour que les lois du capital s'en trouvent transformées ! Quant à l'exemple du Portugal, il nous a montré en combien peu de temps toutes les alternatives démocratiques du Capital

national pouvaient se trouver brûlées. Et lorsque toutes les combinaisons de "gauche" ont été utilisées, il ne reste plus à cette même gauche qu'à réprimer le prolétariat, la droite pouvant, le cas échéant, finir le travail comme au Chili. De plus, si la venue de gouvernements de gauche au pouvoir est une nécessité du Capital global, celle-ci peut être contrée ou retardée à cause des contradictions entre capitaux nationaux. C'est en particulier le cas du nord de l'Europe, où le Capital ouest-allemand (capital ayant le plus bénéficié de la période de reconstruction d'après-guerre et donc le plus résistant par rapport à la crise) s'oppose à la constitution de gouvernements à participation "communiste".

De toute façon, les capitalistes français sont en train de comprendre, après leurs homologues italiens, que sans un P.C. influant ils sont paralysés dans leur œuvre de domestication de la classe ouvrière.

LE RÔLE DES REVOLUTIONNAIRES

Marquer la profondeur de la crise politique et économique ne suffit pas pour augurer d'une victoire plus ou moins prochaine de la révolution prolétarienne. Il n'existe pas de seuil fatal, de fond du gouffre, où le prolétariat se lèverait, tel un bloc monolithique, prêt à recevoir - les larmes aux yeux - le programme communiste mijoté pour lui par les révolutionnaires. En fait, la crise peut tout aussi bien jeter les ouvriers dans les bras du premier totalitarisme venu. Leur seule garantie est leur capacité à développer leur autonomie de classe. Deux facteurs interviennent, en particulier, dans cette direction : l'expérience quotidienne de la classe, sa capacité à en tirer les leçons politiques et organisationnelles, et l'intervention des révolutionnaires au sein de ce processus.

L'action des fractions communistes ne peut, en aucun cas, se résumer aujourd'hui à la sortie d'une revue ou d'un journal confidentiels et aux tentatives de récupération de quelques individus en rupture de gauchisme. Elle doit se baser sur une intervention régulière et systématique au sein des entreprises, visant à une clarification générale et au dégagement de noyaux ouvriers, antithèses des "cellules d'usine" héri-



tées de la contre-révolution sociale-démocrate. Elle doit également présenter des périodes d'agitation encore plus active, des campagnes révolutionnaires qui ne sont rien d'autre que la systématisation de l'activité d'intervention à une plus grande échelle. Dans ce cadre, s'il est nécessaire de s'attacher à des problèmes internationaux brûlants (Portugal, Espagne, ...), il ne faut pas pour autant négliger les conséquences de la crise, au niveau de notre Capital national, sur la classe ouvrière. C'est pourquoi le PIC a pris l'initiative d'une campagne sur le thème "Lutter contre le chômage ou lutter contre le capitalisme" qui se concrétise sous différentes formes (tracts, affiches, réunions publiques, etc). Notons que si l'état de déliquescence de ce qu'il faut encore appeler "le courant communiste" nous oblige à mener seuls cette tâche à bien, nous n'en restons pas moins ouverts à ceux qui sont en accord avec cette perspective. Cette intervention repose sur l'explication des racines du chômage (crise du capital et non mauvaise gestion), du rôle de la "gauche" et des syndicats, et des expériences et perspectives prolétariennes (grèves, assemblées générales, affrontements contre l'Etat, ...).

Comme contribution à ce travail de clarification, nous reproduisons ci-après :

- un article tiré de "L'Internationale" (revue de l'Union Communiste) n° 24, du 5 décembre 1936, analysant l'œuvre du front populaire.

- le texte "Les tournants du P.C. italien," extrait de QUE FAIRE ? -

revue "née-stalinienne" - de janvier 1937 (n° 25).

Ceux-ci montrent quelle a été, et quelle est, la réalité des organisations anti-fascistes. Simples expressions du Capital, elles peuvent - selon les besoins de tel ou tel impérialisme - "s'attaquer au fascisme" pour inviter le prolétariat à aller mourir sur les champs de bataille, s'allier à lui ou s'y substituer. Cette politique n'est d'ailleurs pas spécifique des grands partis staliniens ou sociaux-démocrates. Tout ce que les "gauchistes" de "Que Faire" trouvent à opposer à l'article du P.C. Italien paru dans *State Operaio* (manifeste adopté en septembre 1936 par le comité central du P.C.I. et publié sous le titre "Pour le salut de l'Italie et la réconciliation du peuple italien") :

" Nous, Communistes, adoptons le programme fasciste de 1919, programme de paix, de liberté et de défense des intérêts ouvriers. Chemises noires et Vétérans d'Afrique, nous faisons appel à vous pour nous unir dans la lutte pour ce programme... Nous proclamons que nous sommes prêts à combattre à vos côtés, Fascistes de la Vieille Garde et Jeunesse fasciste, pour réaliser le programme fasciste de 1919. " c'est la perspective d'un travail systématique dans les organisations fascistes ! Le rôle de sergents recruteurs de la guerre mondiale n'était donc pas l'apanage des Partis de front populaire, mais incluait déjà de plus petites organisations, des née-staliniens de Que-Faire aux trotskystes en passant par le magma contre-révolutionnaire aggloméré autour du Franc-maçon Marceau Pivert. C'est le même rôle qui est aujourd'hui développé à l'ensemble des partis de "gauche" et des groupuscules léninistes.

L'Oeuvre Du Front Populaire

La signification des événements intérieurs actuels échappe à coup sûr à ceux qui n'en attribuent la cause qu'à la décision inopinée de tel ministre, de tel parti ou de tel politicien.

Nous avons pris l'habitude dans l'Internationale de commencer toujours par expliquer la ligne générale de la politique bourgeoise pour n'y intégrer qu'ensuite les faits nouveaux qui composent la vie intérieure d'un pays. Cette vie intérieure elle-même est intimement liée à l'évolution générale des Etats bourgeois ; il serait utile à ce sujet d'insister sur la tendance internationale du capitalisme à concentrer ses forces économiques et politiques pour résister à ses difficultés, et de montrer enfin parmi les nations aux abois, la bourgeoisie française restée longtemps hésitante entre les diverses formes politiques dont elle peut envelopper sa domination.

C'est devant une crise générale approfondie et dans la nécessité d'accélérer brutalement la préparation d'une nouvelle guerre impérialiste que la bourgeoisie a dû trancher, à la hâte, ne serait-ce que provisoirement, le problème "

fascisme ou démocratie ? "

Le violent remous de février 1934 a donc ouvert une nouvelle ère de duperie démocratique dont on ne peut fixer la durée, mais qui a une caractéristique et un but très nets : sous des formes et par des moyens démocratiques, travailler à la concentration économique et réaliser l'union de la nation française.

Quand on considère aujourd'hui les avantages inattendus que la bourgeoisie sait tirer de la démocratie, on comprend mieux son hésitation, en Février 1934, à livrer une bataille sérieuse pour le fascisme ; les luttes menées alors par des éléments réactionnaires disparates, sans préparation, sans généralisation, sans volonté d'aboutir, exprimaient tout d'abord le besoin de tâter le terrain, d'éprouver la solidité des forces et des moyens démocratiques susceptibles d'être encore utilisés ; elles servaient enfin et surtout à noyer dans une psychose et une activité antifasciste la volonté de lutte de classe du prolétariat.

Si l'on se rappelle d'autre part l'attitude des organisations ouvrières en 1934, on constate facilement qu'elles se préparaient moins à une bataille qu'à une capitulation : refus d'organiser les moyens de com-

bat, rejet des milices et condamnation de tout armement ouvrier. Par contre, des garanties d'ordre, de calme étaient offertes à la bourgeoisie ; des alliances entre communistes et socialistes puis radicaux, survenaient enfin, non pour la lutte mais au contraire pour détourner l'action de classe du prolétariat.

Cette trahison des organisations ouvrières était certes soutenue par une mystique antifasciste et unitaire puissamment développée, mais elle avait avant tout comme base profonde une situation extérieure précise et aggravée.

Cette situation internationale, qui, comme nous l'avons dit au début de cet article, plaçait la bourgeoisie française devant la nécessité de hâter sa concentration économique et politique, était la cause du remous de Février 1934 et contenait enfin la base même de la nouvelle ère démocratique et par conséquent du Front Populaire.

Le traité de Versailles était mort définitivement, ce qui signifiait que la manière de stabilité imposée par les vainqueurs de 1918 était rompue. Un bloc de révisiennistes se formait et menaçait de s'opposer, dans un délai plus ou moins bref, aux partisans "satisfaits" du statu-quo.

La lutte contre le révisiennisme se confondit facilement à la lutte contre le régime fasciste de l'Allemagne ; la défense de la patrie fut camouflée en défense de la démocratie ; la bourgeoisie avait donc en main de sérieux moyens pour réaliser pacifiquement l'union de la nation.

Les seuls éléments qui eussent pu résister sérieusement à la tromperie démocratique, les communistes, étaient entraînés et liés derrière une Union Soviétique dégénérée. L'intégration de l'URSS dans le système impérialiste mondial entraînait les staliniens dans la capitulation et la collaboration de classe ; le pacte franco-soviétique engendrait le pacte socialo-communiste, puis le Front Populaire.

Tout ce développement de la défaite démocratique des ouvriers est jalonné par les personnalités et gouvernements de Flandin, Laval, Sarraut qui n'aurent pas d'autre politique extérieure que Blum et qui, au point de vue intérieur surent aussi, dans l'ordre et le calme républicains, faire payer aux masses laborieuses les frais de la crise bourgeoise et de la course aux armements.

Les manifestations chauvines de Juillet et Novembre 1935 et 1936, les élections législatives triomphales sur une programme d'Union sacrée donnèrent ensuite tout son sens à la nouvelle expérience républicaine. Le vaste mouvement gréviste qui révéla en Juin dernier la puissance irrésistible du prolétariat, montra aussi et surtout l'efficacité sans limite de la duperie démocratique.

Triomphe électoral et mouvement gréviste constituèrent des soupapes de sûreté qui ont fait oublier la déflation récente et ont préparé la dévaluation.

Nous avons dans les précédents numéros de l'Internationale montré tout ce que signifie l'accord Matignon, destiné à enrayer le mouvement gréviste ; à ce propos nous pourrions à titre d'oraison funèbre énumérer tous les actes de sabotage du Flic Salengro qui, ayant trahi de cœur léger la classe ouvrière, n'a pas pu supporter l'accusation de trahison de la patrie bourgeoise.

Depuis 5 mois les grèves se comptent par milliers, mais se terminent par un échec ou un demi échec grâce à l'intervention du ministre de l'intérieur et à la complicité des directions syndicales. Après avoir interdit et réprimé les occupations d'usines, le Front Populaire entend aujourd'hui anéantir le droit de grève : tout d'abord par l'arbitrage obligatoire auquel nous consacrons un article spécial, ensuite par un "statut démocratique des grèves".

Les fameuses lois sociales de Blum se réduisent finalement à l'escroquerie que nous avons prévue, la bourgeoisie a fait la dévaluation pour maintenir ses profits et faire face à ses dépenses. Il est normal qu'elle ne laisse pas perdre le bénéfice de son opération : des lois sociales tant qu'on voudra, même des congés payés, mais cela à condition de rentrer dans son argent par une baisse réelle des salaires.

L'accord Matignon annonçait officiellement une hausse des salaires de 10 - 15 %, soit en moyenne 12 % ; aujourd'hui d'après les statistiques de la presse bourgeoise la hausse des denrées au détail s'est élevée de 26 % par rapport à 1933, de 17 % par rapport à 1936, à la veille de la formation du ministère actuel, de 13 % depuis l'accord Matignon. Ces chiffres montrent à quoi sont ramenées les conquêtes des grèves, expliquent la recrudescence du mouvement revendicatif et aussi la nécessité pour la bourgeoisie de limiter par des nouvelles lois les droits ouvriers.

Le gouvernement Blum entend préparer pour son successeur les armes nécessaires à paralyser le mécontentement des masses laborieuses et à sauvegarder le bénéfice des rapines effectuées depuis 1934.

En plus de ces victoires matérielles sur la classe ouvrière, la bourgeoisie doit bien entendu au Front Populaire toute une série de mesures destinées à commencer une concentration importante des forces étatiques ; lois concernant la Banque de France, lois sur la nationalisation des industries de guerre, participation des syndicats à la gestion de la Banque de France et au Comité National Economique, lois sur la presse, intervention directe de l'Etat dans les rapports entre ouvriers et patrons.

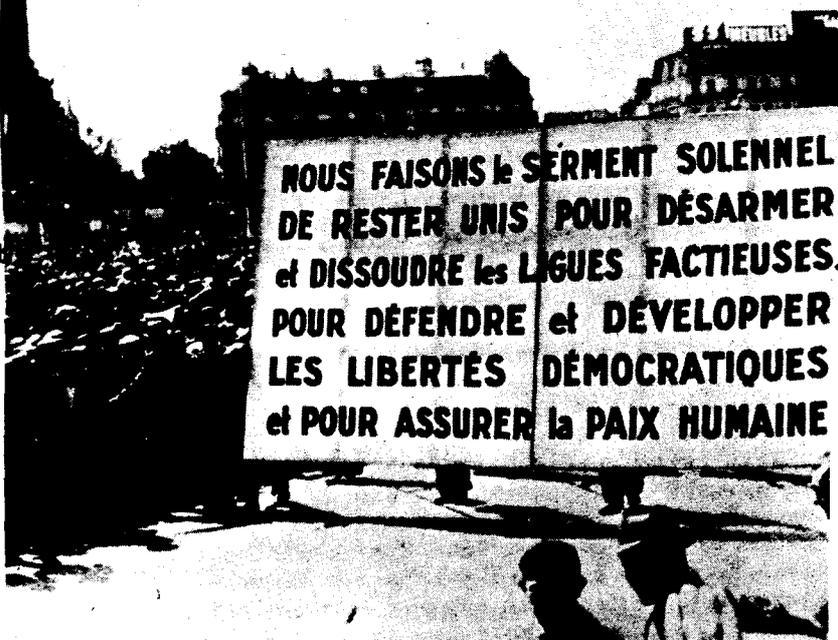
Au dessus de toute cette oeuvre du Front Populaire, il faut place la réalisation la plus précieuse aujourd'hui pour la bourgeoisie, celle de la réconciliation des masses ouvrières avec le drapeau tricolore. C'est aux applaudissements des ouvriers que Blum et Daladier peuvent maintenant annoncer le vote de 14 milliards supplémentaires pour le budget de la guerre et qu'ils peuvent vanter l'armée française comme la plus puissante de l'Europe. Le pacifiste Blum menace publiquement d'employer les moyens militaires qu'il convient contre ceux qui tenteraient de porter atteinte aux droits de la France dans la Méditerranée.

Il faut rendre cette justice au Parti Communiste qu'il a, sans participer au gouvernement, efficacement travaillé à la réalisation de l'Union Sacrée. Dans l'Humanité du Dimanche 29 Novembre, on pouvait lire en lettre d'affiche "Français unissez-vous!" pour remplacer la formule du Manifeste Communiste de Marx.

Parallèlement à sa propagande et à sa diplomatie belliqueuses l'URSS cherche par l'intermédiaire de Parti Communiste français à accélérer la préparation en France de la guerre prochaine : c'est ainsi que les communistes après avoir tout fait au Parlement et dans les usines pour pousser à l'intervention en Espagne, désirent après leur échec, la chute du gouvernement Blum. Il leur faut une politique extérieure plus hardie, c'est à dire plus provoquante que celle de Blum-Daladier qui ne manque pourtant pas de menaces. Il leur faut enfin remplacer l'unité de tous les antifascistes par la réconciliation totale des patriotes de droite et de gauche. Le Front Populaire pour les staliniens doit maintenant coïncider avec l'union de la nation française : Maurice Thorez à Saint-Etienne a déclaré officiellement que le

Front Populaire ne devait pas dépendre d'un ministère ; le Parti Communiste semble prêt en effet à continuer l'expérience du Front Populaire au besoin par un ministère de concentration, qui s'appliquera à faire oublier aux masses leurs revendications, non plus au nom de l'antifascisme, mais au nom d'un danger extérieur qui s'affirme de plus en plus grave et qui tend à dominer toute l'activité économique et politique du pays.

L'INTERNATIONALE N° 24 (5 décembre 1936)



Manifestation sur la place de la Bastille en 1935

Le groupe " Pour une Intervention Communiste " édite depuis quelques mois un bulletin, destiné à ses abonnés et sympathisants, informant sur ses contacts internationaux. Les premiers numéros parus ont les sommaires suivants :

B.I. N° 1 : - présentation des groupes anglais ;
- plateforme de Revolutionary Perspective.

B.I. N° 2 : - compte-rendu de la réunion entre le C.W.O. et le P.I.C. à Liverpool les 4 et 5 octobre 1935
- la crise du capitalisme et ses implications politiques
- texte du C.W.O.

B.I. N° 3 : - présentation des groupes portugais ;
- correspondances avec " Combate " et " Spartacus ".

«VIE INTERNATIONALE»

LES TOURNANTS DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN — QUE FAIRE ? —

Longtemps le Parti communiste italien qui, depuis 1926, agit et lutte dans l'illégalité la plus complète, a mené une politique d'héroïsme aveugle. Il proclamait continuellement que les ouvriers italiens sont restés anti-fascistes, malgré la terreur, et qu'à la première occasion ils secoueraient vigoureusement le joug fasciste et établiraient le pouvoir soviétique. Guidé par cette conception, le P.C.I. décida de maintenir à tout prix, en plein régime fasciste, le système traditionnel d'organisation des partis communistes (cellules, rayons, régions, appareil central et sections de travail en Italie, etc.). * page 23

Cette politique héroïque impliquait des sacrifices énormes : des centaines de militants dévoués tombèrent victimes de la répression fasciste. Mais cette politique amena la coupure du Parti avec les masses sur lesquelles l'emprise fasciste était plus puissante qu'on ne la supposait. Certes, cet héroïsme, comme tout héroïsme, donna quelques résultats, il contribua à la formation d'une couche de révolutionnaires professionnels trempés qui, dans la période de crise économique aiguë (par exemple en 1931) réussirent à déclencher quelques grèves importantes dans les régions où la tradition de lutte de classe avait été la plus ancrée.

Mais cette tactique s'avéra inefficace pour secouer la domination fasciste. Le fascisme réussit à influencer une partie considérable d'ouvriers qui, dans les premières années de sa domination, échappèrent à son emprise. Il ne faut pas oublier que le fascisme, qui est au pouvoir depuis 14 ans, jouit depuis 10 ans de monopole absolu d'organisation. Or, les grandes masses ne peuvent pas vivre pendant une période aussi longue en ignorant les organisations censées s'occuper de leurs revendications quotidiennes : salaires, assurances sociales, travaux publics contre le chômage, réduction d'intérêts sur les prêts des paysans, éducation professionnelle, organisation des loisirs, etc. Dans le régime fasciste la seule façon légale de poser ces problèmes, c'est de s'adresser au parti et aux syndicats fascistes. Le fascisme réussit à influencer les masses non seulement par ses promesses démagogiques, mais par certaines concessions, par des miettes jetées à ces masses. Ce sont les jeunes qui n'ont jamais lu d'autres journaux que des journaux fascistes, qui n'ont jamais vu d'autres organisations que les organisations fascistes, qui constituent la proie la plus facile à l'agitation mussolinienne.

Dans ces conditions, tout parti révolutionnaire aurait dû mettre au centre de son activité la travail dans les organisations de masses fascistes (en premier lieu, les syndicats), il aurait dû pousser les ouvriers influencés par le fascisme à exiger la mise en vigueur des promesses faites. Le tournant effectué dans cette direction par le Parti communiste italien — la première tentative date de 1931 — correspond donc aux exigences de la situation. Mais la façon dont ce tour-

nant a été effectué, surtout les conséquences auxquelles on a abouti sont fausses.

Au lieu de mener, dans les organisations fascistes, un travail systématique en amenant peu à peu les masses vers des solutions révolutionnaires, le Parti communiste s'est mis, après le VII^e congrès de l'Internationale communiste en 1935, sur le terrain de réformes du régime fasciste, tout simplement en attendant au remplacement de Mussolini rendu personnellement responsable de la guerre d'Abyssinie par un autre gouvernement, même réactionnaire. La propagande du P.C.I. devient de plus en plus nationaliste, il se place sur le terrain des intérêts nationaux d'Italie. Enfin, vers le milieu de 1936 il se prononce pour la réconciliation de tous les Italiens, fascistes et non fascistes, pour la réalisation du programme fasciste de 1919, programme démagogique petit-bourgeois. Dans la déclaration du C.C. du P.C.I., publiée dans le n°7 de "Unità", en lit :

Il est possible d'associer tout le peuple italien pour la réalisation de ses revendications, afin que tout le peuple agisse pour le pain, la paix et la liberté, pour la libération d'une poignée de parasites qui sucent le sang du peuple.

Dans le numéro d'août 1936 de "Stato Operaio" est publié un appel du P.C.I. sous le titre :

Pour sauver l'Italie, il faut réconcilier le peuple italien !

Dans cet appel on lit :

Peuple italien Fascistes de la vieille garde! Jeunes fascistes! Nous autres communistes nous faisons nôtre le programme fasciste de 1919, qui est un programme de paix, de liberté, de défense des intérêts des travailleurs et nous vous disons: luttons tous unis pour réaliser ce programme!

On ne parle plus d'écarter Mussolini, on est disposé à conclure une alliance avec "les dirigeants fascistes honnêtes". Dans la politique extérieure la revendication centrale du P.C.I. est d'obliger Mussolini à s'éloigner de l'Allemagne hitlérienne et à retourner à Genève.

Cette réédition du Front populaire ou plutôt ce "Front italien" s'avéra rapidement comme une duperie. Ce tournant ne put aboutir au moindre compromis avec le fascisme pour la simple raison que le fascisme est obligé, par toute sa politique "totalitaire", à répondre par des persécutions féroces à toute tentative de pression exercée par une autre organisation. Le seul résultat de ce tournant fut d'augmenter la confusion chez les ouvriers complètement désorientés par l'abandon de la lutte de classe et même de la lutte contre le fascisme en tant que système.

La révolution espagnole a fait éclater la contradiction intenable de la nouvelle politique du P.C.I. Le P.C.I. envoya en Espagne,

ESPAGNE

La première partie de cet article : ESPAGNE GAUCHE OU PROLETARIAT ? (I - De la reconstruction à la crise) est paru dans "Jeune Taupe" n° 8.

Nous reproduisons à la suite de cette deuxième partie un texte - traduit de l'espagnol par nos soins - donnant un exemple d'intervention communiste aujourd'hui en Espagne : CONTRE LE MILITARISME.

GAUCHE OU PROLETARIAT ? (2)

II- LA CRISE POLITIQUE DU REGIME FRANQUISTE ET DE SES "FOSSOYEURS"

L'expansion récente du Capital national espagnol et ses marges de manoeuvre faibles de part la rigidité de son système de production et la dépendance de son capital financier à celui de l'étranger, ne pouvait, après un temps de retard, qu'accroître la sensibilité de l'Espagne aux retombées de la crise économique mondiale, aujourd'hui irrémédiablement ouverte.

Nous avons tenté de mettre en relief, dans la première partie de cet article, la complexité des rapports entre les différentes fractions capitalistes espagnoles, sous-produits de la période "miraculeuse" de reconstruction capitaliste internationale qui suivit la deuxième guerre mondiale.

Alors que la réalisation du profit devient de plus en plus impérative pour ces fractions, et que leurs contradictions avec le capital étranger s'amplifient, l'appareil d'Etat franquiste s'est, ces 5 dernières années, avéré de plus en plus inadéquate pour renforcer les capacités concurrentielles de celles-ci.

Bien avant l'agonie finale du Caudillo, la bourgeoisie espagnole, en premier lieu les grands groupes financiers qui contrôlent presque toute la vie financière du pays et une très large partie de son activité industrielle, a commencé à marquer, par une série d'actions discrètes mais sans équivoque, leur volonté de se désolidariser d'un régime qui ne défendait plus ses intérêts et qui constituait même un obstacle majeur pour les exportations sur le marché européen. De longue date, des contrats, voir de "l'aide", sous forme confidentielle mais permanente se développèrent entre des dirigeants économiques et des partis de l'opposition démocratique. Ce discrédit croissant sur le régime politique de Franco est accéléré, dès le mois de septembre dernier, de façon significative face à la volonté quasi unanime des pays voisins, de ne pas se compromettre publiquement avec ce dernier. Face à la remontée générale des luttes ouvrières de ces années dans leurs propres pays, les libéraux et démocrates de tout poil saisirent l'occasion de ne pas soutenir, aux yeux de leur classe ouvrière respective, la politique de Franco, incarnation depuis 40 ans, dans l'exercice d'un pouvoir personnel quasi absolu, du joug "fasciste" et de la répression militaire.

Ce fut d'abord :

- le refus que maintenait depuis 5 ans le Vatican de signer un nouveau concordat avec cette Espagne si catholique.
- le fait que le texte de l'accord militaire entre l'Espagne et les Etats Unis fut adressé au Sénat américain quand il avait été donné comme déjà signé en 1970.
- et surtout l'impossibilité permanente dans laquelle s'est trouvé le franquisme de s'intégrer à l'Europe politique.

Le recours de Franco à une répression rendue plus spectaculaire par toutes les fractions capitalistes en alerte - lors de l'application du décret-loi anti-ferreriste, de la condamnation et de l'exécution à mort des 5 militants nationalistes - par son effet catalytique sur les divergences latentes au sein même du franquisme (Le Monde du 2/10/75) remit en question de façon ouverte la tactique de violation des affirmations des différentes nationalités et les exigences des libertés démocratiques. Les derniers vestiges de Franco, son œuvre de "paix", d'ordre public à toute épreuve, d'unité nationale furent utilisés par le capital espagnol en décomposition, pour réagir, dans un ultime renforcement des alliés au régime, contre l'"isolement anti-fasciste" total dont était victime l'Espa-

gue. En effet, en quelques jours, tous les gouvernements européens, les grandes institutions européennes bloquèrent toutes les relations existantes avec Madrid, renonçant également à la signature d'un accord industriel servant pourtant les intérêts de la CEE. Malgré la dénonciation du gouvernement espagnol de la "conspiration de la gauche franc-maçonne", de la "subversion communiste terroriste", des exaltations de Franco au peuple espagnol et des appels à des manifestations pour la défense de la souveraineté nationale, l'appareil franquiste ne put masquer sa faiblesse sociale. La répression contre le terrorisme se poursuit avec féroce, accélérant les contradictions dans les rangs franquistes et dans les grandes institutions sociales, l'Eglise, le grand capital financier, la magistrature et l'armée qui furent autrefois le support du régime. Leurs prises de distance vis à vis de ce dernier révéla, sur le plan institutionnel, l'accélération de la crise économique de l'Etat capitaliste espagnol et la profondeur qu'elle avait atteinte en quelques mois.

-L'Eglise Catholique, principal agent de la légitimité du franquisme à ses débuts, transformant en croisade sa victoire militaire, l'écrasement des républicains et surtout l'écrasement du mouvement social que Negrin et le Front Populaire amercèrent, subit en quelques années un irréversible laminage, ne conférant plus ainsi le caractère de respectabilité du régime au sein de la bourgeoisie espagnole et à l'extérieur. Le plus révélateur à ce sujet est la transformation de l'Association Catholique Nationale des "Propagandistes" en un des grands vecteurs de l'opposition et l'existence d'un vaste éventail d'opposants réunissant les positions modérées jusqu'aux Chrétiens de l'Organisation révolutionnaire du travail. Seuls les technocrates de l'Opus Dei appuieraient ce qui reste de l'appareil de l'Etat.

-L'Armée, qui avait généralement été considéré comme le plus sûr pilier du régime, considération portant sur la condition militaire du chef de l'Etat, sur la présence permanente des forces armées au sein du gouvernement et dans d'autres instances de l'administration, se veut de plus en plus neutre à l'égard de la société civile espagnole. Face à l'effervescence des luttes depuis 71 et surtout depuis l'année dernière, celle-ci refuse de palier à l'inefficacité du gouvernement et d'endosser toute activité répressive et policière qu'il voudrait lui confier. Contrairement au rôle politique qu'a joué l'armée au Portugal, avec l'absence de radicalisation par une guerre coloniale et la présence du souvenir des massacres ouvriers dont elle a été l'outil pendant la guerre civile, l'armée espagnole ne peut jouer, pour l'instant, aucun rôle protagoniste ni d'être d'aucune aide pour quelque fraction capitaliste que ce soit, face aux exigences de mystification de la classe ouvrière. Ne pouvant présenter aucune solution d'attente dans la prise du pouvoir d'une des fractions capitalistes, ni aucun centre d'unification politique, la décomposition du Capital national ne peut que se poursuivre et les conflits entre les différentes fractions capitalistes s'exacerber face à la concurrence étrangère. L'armée ne peut, tout au plus, que refléter ses contradictions. L'Union Démocratique Militaire tente, derrière son timide refus d'une armée en tant que pilier d'un régime que la nouvelle génération d'officiers de l'après-guerre estiment périmer, d'organiser la base démocratique de cette armée par trop rigide. Face aux "ultras" recrutés sur leurs fidélités totales au régime, l'opposition "démocratique" revendique la rigidité des hiérarchies existantes par une volonté de modification des bases de recrutement, une défense de leur statut professionnel et de leurs compétences intellectuelles, exprimant ainsi l'exigence d'un renforcement d'une technologie jugée insuffisante et la modernisation de la structure des rapports internes entre les différents niveaux dont elle se compose. Tentant de reproduire les caractéristiques et les valeurs libérales de l'Europe, l'U.D.M s'appuie sur les diverses et contradictoires formes d'oppositions au régime dans un empressement débridé de donner à l'opposition militaire une formation politique démocratique.

-La magistrature, qui bénéficiait depuis longtemps d'une indépendance relative par rapport au pouvoir politique, à l'exception des juridictions spéciales chargées de la répression politique, donna lieu à un militantisme démocratique dont la principale expression fut l'organisation la "Justice démocratique" faisant partie de la Junte démocratique d'Espagne, où sont représentés la plupart des oppositions au régime de l'Eglise, du grand Capital, des groupes professionnels (juristes, médecins, etc.)

Derrière le pouvoir opaque du régime franquiste, la bourgeoisie espagnole ne s'attendait pas à une crise économique aussi rapide, ni à de telles contradictions dans ses rangs. Des pressions avaient néanmoins été exercées mi octobre sur le général Franco pour l'inviter à transmettre ses pouvoirs (Le Monde du 24 Octobre). Effrayées devant leur impuissance face à la décomposition du Capital national, les différentes fractions capitalistes, vérifièrent, devant le comportement dangereusement silencieux de la population espagnole, leur impuissance totale d'encadrement de la classe ouvrière, tant de la part des fractions conservatrices que de celle des fractions d'opposition. Plus d'un mois d'intrigues à Madrid autour du cadavre fumant de Franco fut nécessaire pour se trouver un terrain d'entente, c.a.d. pour constituer un pouvoir hybride autour de Juan Carlos, de façon à étouffer momentanément les contradictions entre les différentes fractions capitalistes. On tenta de maintenir, au travers d'une monarchie "libérale", les traditions de légitimité du régime et de toucher le moins possible aux institutions en place: Les Cortés et le Conseil du Royaume, reflet du franquisme le plus pur conservent pendant un an encore leur mandat -On introduit des personnalités libérales au sein du gouvernement, tels que Fraga ou le Comte de Motrico qui s'étaient prononcés, dès le mois d'août, pour l'instauration d'un régime démocratique. Face à l'annonce d'une nouvelle démocratie par Navarro, chef du Mouvement et actuel chef du gouvernement, l'opposition démocratique modéra ses commentaires (Le Monde du 14-15/12/75). Montere, un des dirigeants communistes reconnaissait que des personnalités au gouvernement oeuvraient pour réaliser quelques pas vers la démocratisation. Il fallut attendre la fin du mois de décembre pour entendre dire par la fraction capitaliste de gauche que seule la rupture démocratique préconisée par les libéraux, les démocrates, chrétiens, les socialistes et les communistes apporterait une solution.

Sous la pression du mouvement ouvrier, l'opposition de gauche, dont le rôle idéologique était renforcé par la possibilité croissante que lui offrait le gouvernement de rentrer ses cadres en Espagne, tenta de reprendre contact avec la base et prit la relève des appels à la "réconciliation nationale" (cf. Camacho: "Il faut parvenir à la réconciliation nationale des espagnols" 10/1/76).

Mais la défense du statut-quo par toutes les fractions capitalistes pour la sauvegarde du capital national trouve ses limites dans l'existence d'une classe ouvrière, bénéficiant des leçons de la lutte de 1936-37, ne cessant de renforcer leur mouvement. Depuis le mois de janvier, malgré les tentatives de la gauche de ramener celui-ci dans le cadre de la légalité syndicale. L'alternative capitaliste de gauche est donc loin d'une réussite assurée face à la radicalité croissante des luttes sociales.

Nous verrons, dans la troisième partie de cet article, à paraître dans Jeune Taupe n° 10, le processus de ce mouvement prolétarien.



" Nous sommes décidés à trouver une voie pacifique vers la liberté. Pour nous, l'insurrection et la guerre civile ne sont pas un sport, et nous devons éviter, dans la mesure du possible, la mort d'espagnols."
 " Je ne suis pas venu en France pour dénigrer l'Espagne. Je suis un patriote."
 " Il est vrai que la crise nous impose une reconversion nationale de la vie économique et politique. Mais on ne peut pas entreprendre cette reconversion en demandant à la classe ouvrière de supporter une crise qu'elle n'a pas provoquée sans qu'elle puisse participer à l'élaboration des solutions."

M. Camacho, dirigeant stalinien des "Commissions ouvrières" (Le Monde 8-10/1/76)

Contre Le Militarisme :

T r a v a i l l e u r s S o l d a t s e t M a r i n s

Le texte qui suit est traduit de l'espagnol. Malgré un certain langage anarcho-situationniste exprimant parfois une vision très volontariste de l'activité révolutionnaire, il est intéressant à un triple point de vue :

- dénonciation radicale de l'armée,
- mise en avant de positions de classe,
- témoignage d'une intervention communiste en Espagne même.

"Travailleurs insurgés, toujours.
Militarisés, jamais"

"Pour que nos positions soient claires et pourquoi nous ne nous incorporons pas dans le service militaire."

Nous autres, déserteurs et réfractaires de l'armée de l'Etat espagnol, travailleurs salariés, nous affirmons ce qui suit avec conviction :

- Notre désertion et notre rejet du service militaire ("réfractaires") ont un contenu essentiellement anti-capitaliste. La conséquence de cet acte, qui dans quelques cas nous a transformés d'étudiants en travailleurs salariés, nous a amené à dépasser notre problème individuel : le rejet de l'armée pour parvenir à une critique de la société telle qu'elle est organisée, sur l'exploitation du travail salarié.

- Vivant comme parasite de l'exploitation de la classe travailleuse, l'armée est, dans toutes les sociétés sans exception, une machine broyeuse d'hommes et a comme fonction : maintenir l'ordre existant et défendre la classe dirigeante. Cela est la même chose dans les pays capitalistes (ou "socialistes") d'Etat : U.R.S.S., Chine, Albanie, Vietnam, etc...

- Dans le monde actuel divisé en deux grands blocs capitalistes (occidental et d'Etat) apparemment antagonistes, aucun pays ne peut se développer indépendamment, sans le contrôle de l'un des deux blocs. Tout le développement économique implique de même l'organisation de la société en classes, basée sur le travail salarié d'une majorité de la population au profit d'une minorité. En ce sens, l'indépendance nationale ne constitue pas une étape progressiste pour l'émancipation des travailleurs mais uniquement pour la continuation de leur exploitation sous la forme la plus profitable pour le Capital. Dorénavant, l'organisation des mouvements nationalistes est tributaire de ces limites et se base sur les vieux schémas de division sociale du travail, du pouvoir et des décisions. Les Forces Armées de ces mouvements sont aussi oppressives que l'est l'armée espagnole. L'unique force armée que nous reconnaissons est l'auto-défense organisée des travailleurs en armes, sans laquelle la Grève Générale révolutionnaire et l'Insurrection prolétarienne armée au moment de

l'expropriation collective et de l'abolition généralisée du système marchand et du travail salarié, seront écrasées par l'armée et les forces "d'ordre public" de l'Etat.

- Nous rejetons n'importe quelle forme d'incorporation ou de réincorporation. Et nous considérons illusoire l'attitude qui consisterait à nous incorporer maintenant (s'il y a un changement démocratique) dans l'armée pour la miner de l'intérieur. C'est encore pire de faire du syndicalisme militaire, car il ne peut dépasser le cadre du corporatisme contre-révolutionnaire. L'appareil militaire écrasera toute tentative de miner l'armée de l'intérieur. Il acceptera uniquement l'intégration au projet réformiste et démocratique du type de la UDM ("Union Démocratique Militaire", etc...).

- Nous considérons que les travailleurs qui sont opprimés et exploités par le service militaire, doivent coordonner leurs révoltes antimilitaristes (certaines formes de conspiration antimilitaristes contre l'armée comme celles de commissions ou d'individus qui désertent et dénoncent le caractère répressif de l'armée) non pas sous l'aspect de syndicats ou de revendications réformistes mais dans la perspective collective avec la lutte sociale des travailleurs dans les entreprises et avec notre mouvement antimilitariste de déserteurs et "réfractaires" vers l'insurrection armée et la grève générale expropriatrice et révolutionnaire.

- Nous n'avons aucun devoir face à une société dans laquelle l'unique droit qu'on nous concède "est de l'accepter telle quelle est". En tant que travailleurs, c'est notre position dans les pays où nous sommes exilés et dans la Péninsule Ibérique pour nous qui menons une vie clandestine.

- Etant obligés de nous vendre pour vivre, nous n'avons aucune raison de donner une préférence à un patron plus qu'à un autre, selon les couleurs de son drapeau et la langue qu'il parle.

- Nous rejetons le fait d'être complices des colonisations (Sahara Occidental, etc...). Nous rejetons également maintenant celui de nous faire complices des décolonisations, sous n'importe quelle forme : service civil, coopération dans les ex-colonies, etc... En ce sens, nous appelons tous ceux qui sont en train d'accomplir le service militaire dans les colonies espagnoles à ce qu'ils rejettent les guerres inter-impérialistes et désertent de l'armée.

- Nous rejeterons le service militaire même s'il est organisé après la chute de la dictature franquiste, en une armée démocratique, qui en définitive sera une armée de "guerre civile" orientée vers la répression de la classe ouvrière et pour maintenir l'ordre social existant, intervenant dans les grèves et forçant la jeunesse prolétarienne à se soumettre à

la hiérarchie, aux structures du pouvoir et à la discipline aveugle et avilissante.

- La fonction naturellement répressive de l'armée s'est toujours ouvertement manifestée contre les travailleurs, et elle se poursuivra jusqu'à ce que nous la détruisions en même temps que les autres forces répressives.

- Nous n'appuyons pas non plus ni nous ne rejoignons pas les organisations nationalistes, qui se proclament représentantes des peuples opprimés sur lesquels l'exploitation continuera après l'indépendance nationale sous une nouvelle domination de classe.

- Dans l'immédiat, nous nous solidarisons :

a) avec tous les actes de subversion réelle contre la machine militaire de l'Etat espagnol, ceux qui vont plus loin que le simple appui à un nouveau gouvernement. Seuls ces actes-là, peuvent affaiblir l'armée dans sa constante répression contre le mouvement social du prolétariat.

b) avec toutes les actions qui tendent à l'insoumission totale, à la perspective de rejeter toute participation de l'armée espagnole, comme celle des autres pays, dans le mouvement qui se développe.

- Que tous les actes subversifs soient partie intégrante des travailleurs du monde

pour leur émancipation totale, pour l'abolition des Etats et des nationalismes, des frontières et de l'exploitation du salariat, du système du spectacle politique et de l'économie marchande du Capital. Qu'une nouvelle société soit construite avec l'action autonome des producteurs sur les ruines du vieux monde, société dans laquelle l'actuelle administration des hommes considérés comme des choses, sera remplacée par l'administration des choses au service des Hommes enfin libres dans leur vie et dans leurs actes.

De simples réfractaires, pour les uns, et déserteurs, pour les autres, nous nous sommes transformés en déserteurs de l'ordre social existant contre lequel nous luttons quotidiennement. Pour tout le reste, nous maintenons la même attitude en cohérence avec notre acte initial et ses conséquences.

Espagne, 29 décembre 1975

Mouvement Antimilitariste Insurgé

((Pour connaître les positions du P.I.C sur l'armée de façon détaillée, se rapporter au n°4 de J.T, article "Les révolutionnaires, l'armée, la violence")

SUITE DE LA PAGE 22 :

(PORTUGAL)

tituent le véhicule principal de rétention du prolétariat et de planification économique du système productif et de la force de travail. Les alternatives sont relativement claires : ou un groupe aujourd'hui politiquement dominant (le groupe de Melo Antunes) réussit à poursuivre la réorganisation de l'appareil d'Etat en intégrant les organes traditionnels et ces nouvelles commissions bureaucratisées; ou la vague de révoltes, en généralisant à toute la classe prolétaire la lutte pratique, détruit les commissions bureaucratiques et poursuit l'unification autonome en attaquant de front l'appareil d'Etat. Dans ce dernier cas, la relative désorganisation de la classe dominante lui rendra difficile la répression généralisée; e; serait possible une victoire du prolétariat qui développerait une organisation sociale égalitaire et communautaire - pendant combien de temps ? A partir de là le rythme de la révolution portugaise dépendrait spécialement du rythme de la révolution mondiale. Le capitalisme est un système hautement intégré, le marché mondial est dominant et c'est impossible de le renverser dans les limites des frontières nationales.

Dans cette situation, la classe dominante évitera une répression généralisée et massive qui susciterait très probablement une révolte générale de tout le prolétariat, et tentera si nécessaire, de recourir aux répressions fortes mais localisées. C'est là la base de l'alliance actuelle entre le groupe de Melo Antunes et les clans militaires conservateurs de Jaime Neves, Pires Veloso et autres. C'est aussi sur cet objectif que se restructure l'armée comme corps professionnel et hautement hiérarchisé.

Laquelle de ces alternatives va prévaloir ? Les prochaines semaines sont décisives. Le coût de la vie augmente, la bureaucratisation s'accroît, le capitalisme d'Etat apparaît sans magie ni démagogie avec sa véritable face, abjecte, répressive, militarisée. Il ne jouit pas de l'appui des travailleurs, mais la passivité actuelle du prolétariat se transformera-t-elle en vague de révoltes ? Si face à l'aggravation présente des conditions de vie, cette vague de révoltes ne se vérifie pas, ceci signifiera que le reflux et la passivité sont plus profonds et durables.

Dans ces circonstances, on doit repenser les modalités d'intervention des ouvriers révolutionnaires et de tous les activistes. Il faudra alors nous préparer, dans toute son amplitude, pour lutter contre le courant.

Les Paysans Face A La

Revolution Communiste (1)

En des lieux et pour des motifs différents, qu'il s'agisse du Larzac, du Portugal ou des récentes manifestations de viticulteurs en France, on a pu voir se manifester en de nombreuses occasions ceux que l'on identifie sous le nom de "paysans". Consacrer alors un cercle de discussion et un article à "la question paysanne" n'a pas pour objet quelques rappels d'histoire mais celui de repréciser quelques analyses et positions essentielles sur ce problème, l'évolution de ses données et leurs conséquences.

AVANT-PROPOS:

C'est volontairement que nous avons limité l'étude de la "Question Paysanne" aux Etats où le développement capitaliste est le plus élevé, c'est-à-dire l'Europe, tant occidentale qu'orientale, et les Etats Nord-Américains.

La raison en est que ces Etats, et surtout les premiers seront les premiers et les principaux foyers révolutionnaires. Toutes les tentatives prolétariennes qui pourraient naître dans le Tiers-Monde ne pouvant espérer vaincre qu'avec le soutien du prolétariat des grandes métropoles capitalistes.

Ceci récuse donc toutes les élucubrations tiers-mondistes, qu'elles soient marcoséennes bordiguistes, trotskystes, guévaristes et bien sur maoïstes, sur les possibilités de révolution s'appuyant sur, ou naissant dans la paysannerie, non plus que sur le thème de la "révolte des exploités".

LE PROLETARIAT FACE AUX AUTRES CLASSES

Dès ses origines, le mouvement ouvrier s'est vu confronté au problème de son attitude face aux autres classes de la société.

L'existence, en dehors du prolétariat et de la classe capitaliste d'autres classes revêt en effet une importance énorme, cruciale même en période révolutionnaire, durant laquelle leur intervention, leur passivité ou hostilité pour des deux camps en présence pourra s'avérer déterminante.

Ce problème se présente sous un double aspect: principal et tactique

Sur le premier plan, il ne peut subsister aucune équivoque: le but final de la lutte du Prolétariat est l'instauration de la société communiste.

Ceci implique la destruction totale de l'édifice politique, économique et idéologique du Capital.

S'il n'est pas besoin d'épiloguer sur l'attitude de la classe ouvrière face à la bourgeoisie, par contre, le problème se pose en ce qui concerne les autres classes.

En d'autres termes, le Prolétariat peut-il espérer trouver des alliés parmi ces dernières?

LES CLASSES MOYENNES OU "PARASITAIRES"

(petite et moyenne bourgeoisie)

Ces classes, condamnées à coup sûr par le communisme, le sont également à plus ou moins longue échéance par le capitalisme. Pourtant, elles ne vivent que par et pour ce dernier; l'expérience a enseigné au prolétariat de manière sanglante qu'à l'exception de quelques transfuges minoritaires, elles se rangèrent sous la bannière du Capital, et qu'elles en furent les défenseurs les plus acharnés.

Victime future ou présente du Capital (concurrence, concentration d'entreprises, étatisation,....etc), il n'en demeure pas moins que le petit commerçant, par exemple, se défend avant tout, en tant que petit commerçant, petit patron,.....en un mot: en tant que capitaliste! Sa lutte n'est pas celle du Prolétariat dont il sait avoir tout à redouter.

Cependant, la décadence du capitalisme ne se limite pas au seul niveau économique; elle se répercute également au niveau idéologique, entraînant des phénomènes dits de "contestation" prenant racine principalement dans des "catégories" telles que "la jeunesse les étudiants, les femmes",.....etc, ou donnant naissance à une marginalisation illusoire ne pouvant qu'échouer (hippies par exemple)

Ces "catégories" ne pourront s'intégrer au prolétariat en tant que telles, non seulement parce qu'elles ne sont que des "catégories", aux effectifs constamment renouvelés et qu'au travers d'elles on perçoit rapidement les intérêts et les antagonismes de classes traditionnels, mais également du fait de leur incompréhension des buts et des moyens de la lutte de la classe ouvrière ainsi que de leur perméabilité aux thèmes mystificateurs de "contre-culture", "contre-société", "refus du système", (sous entendu: "de tout système"), "non-violence" et autres mythes communautaires.....enfin "le retour à la Nature" caricaturalement représenté par un Lanza del Vasto, patriarche omniprésent, par exemple. (Pour une critique de la récupération par l'idéologie du Capital de l'écologie, voir l'article consacré aux centrales nucléaires dans J.T n°5)

Le Proletariat ne peut donc attendre au mieux de ces classes que leur passivité

"....Les ouvriers en Europe occidentale sont tout seuls. Car d'autre part, c'est seulement une couche toute mince de la petite bourgeoisie pauvre qui les aidera. Et celle-ci est économiquement insignifiante. Les ouvriers devront porter tout seuls le poids de la Révolution." (Görter in "Réponse à Lénine").

LES CLASSES LIEES A L'AGRICULTURE:

Leur cas est différent: on ne peut en effet définir la "Paysannerie" (prise ici dans son sens le plus large, c'est-à-dire toutes les couches qui vivent et travaillent dans l'agriculture) comme d'une seule et même classe sociale au sens marxiste du terme.

Au contraire, ce qui la caractérise, et c'est en cela que réside l'une des principales difficultés de l'analyse, c'est son degré élevé d'hétérogénéité.

Il est donc nécessaire de définir les classes qui la constitue. Chacune d'entre elles étant directement liée à un type d'exploitation ou un mode de travail, c'est au travers d'une définition de ceux-ci qu'elles seront le plus aisément discernables.

1) Dans le cadre de la grande exploitation, existe deux types essentiels:

a- le grand domaine terrien, dont le propriétaire laisse généralement l'exploitation à des fermiers ou des métayers.

b- l'exploitation industrielle, d'autre part, hautement mécanisée et dont la main-d'oeuvre est formée de salariés agricoles.

Que la propriété juridique en revienne à une société ou à un individu (ou une famille), il demeure avant tout qu'il s'agit là d'une entreprise capitaliste au plein sens du terme.

2) En second lieu, la petite et moyenne exploitation où l'on retrouve également deux catégories:

a- les fermes et métairies, c'est-à-dire des terres louées par des agriculteurs qui les exploitent seuls, avec leur famille ou encore, avec l'aide de un ou deux ouvriers agricoles.

b- les paysans, propriétaires de leur terre.

Ce qui caractérise le petit paysan, c'est

— sa position de propriétaire de moyens de production, ou, s'il est fermier son aspiration à le devenir, voyant là le moyen de redevenir un "travailleur libre".

— sa situation de travailleur isolé, ne disposant que de moyens de production dispersés et parcellaires. Sur ces différences économiques repose la superstructure de tout

un ensemble de conceptions politiques, sociales et idéologiques différentes caractérisées en particulier par une mentalité qui reste souvent féroce et individualiste, "terrienne", "arriérée", que la chape de plomb de l'idéologie bourgeoise ne pouvait qu'accentuer et dont le Capital se souvent jouer habilement: "peur du rouge", "du communard", du "partageux",.....sans oublier le rôle de l'église.

Ainsi tout semble contribuer à séparer en tant que classes les petits agriculteurs et les ouvriers tant s'avère importante l'absence d'intérêts entre eux. Cette séparation se trouva longtemps renforcée par le manque de contacts entre les deux classes.

Cependant si la petite paysannerie n'a aucun avenir historique, peut-on en conclure qu'il en fut toujours ainsi (en d'autres termes, n'a-t-elle été qu'un support économique, une base des différents systèmes sociaux?)

Bien qu'elle n'occupa jamais de rôle dirigeant, ses revendications propres, même si elles furent le plus souvent noyées ou dissimulées sous des paravents idéologiques et surtout religieux dans celles des classes qu'elle fut amenée à soutenir, lui donnèrent en certaines périodes de l'histoire (correspondant à la naissance et au développement des premières bases capitalistes), un rôle progressiste

Nous ne citerons ici que deux exemples:

1) LA GUERRE DES PAYSANS

Engels consacra une étude approfondie à ce mouvement qui se développa en Allemagne au début du XVI^e siècle.

Malgré leur travestissement religieux, ces luttes apparaissent comme la première tentative de la bourgeoisie allemande en formation de s'emparer du pouvoir en renversant le féodalisme, grâce à l'appui des paysans insurgés.

Le rôle progressiste des revendications des paysans apparaît dans leurs exigences condensées dans "les 12 articles" ou la "lettre-article" (confiscation des biens ecclésiastiques et partage de ceux-ci entre les gens du peuple, l'abolition du servage,....et surtout de ne plus avoir que l'empereur comme seul souverain) limitant ainsi les prérogatives de la noblesse (particulièrement celles de la petite noblesse, les chevaliers, condamnée tant sur le plan militaire par les progrès de la science militaire et des armements, que social par la puissance grandissante des princes, et dont les seules ressources provenaient d'une exploitation forcée de la paysanne

Cette noblesse était d'ailleurs rejointe dans la haine que lui vouaient les paysans par la véritable classe aristocratique que constituait la hiérarchie ecclésiastique.

Cette revendication posait la première pierre de l'unité nationale, condition nécessaire à la totale émancipation de la bourgeoisie du joug féodal, bien que l'issue des

lutttes amena plus le renforcement des princes que celui de l'empire.

2) LA REVOLUTION FRANCAISE

" D'abord, la Révolution française l'a libéré des charges et services féodaux qu'il devait à son seigneur, et dans la majorité des cas, au moins sur la rive gauche du Rhin, elle lui a remis sa terre en toute propriété".

(Engels: "La question paysanne en France et en Allemagne".)

Ses revendications firent de la paysannerie l'alliée objective de la bourgeoisie au sein du Tiers-Etat et, si le renversement du pouvoir royal fut essentiellement l'oeuvre de Paris, ce sont les soulèvements paysans de 1789 qui entraînent l'écroulement final de l'aristocratie en abolissant les derniers vestiges de son pouvoir économique. Ainsi, "L'abolition des privilèges" durant la "Nuit du 4 Août" ne fit qu'entériner un état de fait.

En fait, ce soutien ne fut complet que dans la première phase de la Révolution: la "Gironde". Avec la montée des Jacobins, représentants de la fraction industrielle et surtout centraliste de la bourgeoisie, une partie importante de la paysannerie devint hostile sinon franchement opposée au processus révolutionnaire (ex: Les Chouans). Cette opposition ne baissera les armes que devant le bonapartisme, qui se voulait le réconciliateur des classes au sein de la Nation, et après la reddition ou l'exécution de ses chefs rescapés de la "Terreur" comme Cadoudal.

Napoléon dont la popularité lui survivra jusqu'au Second Empire, apparut aux yeux des masses paysannes comme l'héritier des idées révolutionnaires de 1789 sur le partage des terres, qu'il acheva et garantit.

"Le paysan parcellaire de France était devenu le plus vaillant défenseur de la Révolution française qui l'avait doté de la terre confisquée aux émigrés. Il porta, comme soldat de Napoléon, le drapeau de la France à la victoire, parcourut l'Europe en tout sens et détruisit la féodalité dans un pays après l'autre"

(R. Luxembourg: "La Révolution russe")

DES ILLUSIONS DE " QUATRE-VINGT NEUF " AUX REALITES DU CAPITAL

" Mais au cours du XIX^e siècle l'usurier de la ville prit la place des féodaux, l'hypothèque prit la place des redevances féodales sur le sol, le capital bourgeois prit la place de la propriété foncière aristocratique."

(Marx: " Le dix-huit brumaire ")

A vrai dire, la générosité de la bourgeoisie française nouvellement émancipée fut toute relative: à la liste des droits abandonnés, on rajouta une clause de rachat obligatoire des dîmes et des rentes. Cette nouvelle entraîna la reprise des révoltes paysannes qui duraient depuis les premiers mois de 1789. Elles se heurtèrent immédiate-

ment à la répression de la bourgeoisie, qui pour l'occasion n'hésita pas à s'allier à son ennemie d'hier, l'aristocratie.

Ainsi, le féodalisme à peine renversé, l'apparente unité du Tiers-Etat volait-elle déjà en éclats. Hier, supports indispensables de la lutte de la bourgeoisie, les paysans (tout comme la classe ouvrière naissante) n'allaient pas tarder à s'apercevoir que l'exploitation capitaliste n'avait rien à envier à celle du féodalisme.

A l'antagonisme entre la grande propriété aristocratique (ou plutôt ce qui en subsistait encore) et la petite propriété du paysan allait venir s'ajouter l'avidité du Capital.

L'oeuvre de Balzac: " Les Paysans " est l'illustration parfaite de cette lutte de chacun des trois camps contre les deux autres.

G. Lukacs consacra à ce roman une large part de son étude: " Balzac et le réalisme français ".

"Le troisième camp, les paysans, est en lutte contre les deux groupes d'exploiteurs. La nostalgie du politicien Balzac serait précisément d'instaurer une alliance entre la grande propriété et la paysannerie contre le capital usurier. Mais il doit montrer concrètement et avec toute la force du réalisme comment les paysans sont contraints de s'entendre avec les usuriers, bien qu'il haïssent cette clique, et de faire cause commune avec eux contre la grande propriété. Le combat des paysans contre les séquelles de l'exploitation féodale, le combat pour un morceau de terre à soi, pour sa propre parcelle, en fait des appendices du capital usurier. La tragédie de la disparition de la grande propriété aristocratique se transforme ainsi en tragédie de la parcelle: on voit comment la libération de l'exploitation féodale est tragiquement annulée par l'exploitation capitaliste."....." Cette dépendance à l'égard de l'usurier, dont la base économique est précisément "l'indépendance" de la parcelle, le désir du paysan sans terre de devenir un propriétaire, un "bourgeois", se manifeste également dans toute une série de travaux non rémunérés que les paysans sont obligés d'exécuter pour leurs exploiters. Comme Marx l'écrit, Balzac représente ici "remarquablement comment le petit paysan, pour conserver la bienveillance de son usurier, exécute gratuitement toutes sortes de travaux et croit ne lui faire ainsi aucun cadeau, puisque son propre travail ne lui coûte aucun débours d'argent. L'usurier de son côté fait ainsi d'une pierre deux coups. Il épargne le débours en argent du salaire et empêche de plus en plus le paysan, qui en retirant son travail de son propre champ se ruine progressivement, dans la toile de l'araignée usurière". Naturellement, il naît sur cette base une profonde haine des paysans contre ceux

qui les pillent. Mais cette haine est inopérante, non seulement à cause de la dépendance économique, mais aussi à cause de l'appétit de terre des paysans, à cause de l'exploitation directement oppressive de la grande propriété."

" Mais la tragédie est toujours la rencontre de deux nécessités, et pour les paysans la parcelle reçue des mains de Rigou, avec toutes ses charges horribles devait cependant sembler meilleure que pas de parcelle du tout et seulement du travail agricole sur la propriété de Montcornet."

De même, il ne peut sortir de l'affrontement entre Moncornet, l'aristocrate grand propriétaire terrien, et les usuriers Rigou et Gaubertin que la victoire de ces derniers car même si Montcornet gère son domaine de façon capitaliste dans la mesure où ils'attaquent aux survivances féodales que sont les "droits coutumiers"" Le succès de ces derniers (Gaubertin-Rigou) est inévitable parce que l'aristocratie ne souhaite que le maintien, la consommation paisible de ses rentes, tandis que dans la bourgeoisie une accumulation impétueuse du capital est en cours."

LA QUESTION PAYSANNE VUE SOUS L'ANGLE DU CAPITAL

I- LA LUTTE CONTRE L'ECONOMIE NATURELLE

" Le capitalisme se présente à son origine et se développe historiquement dans un milieu social non capitaliste. En Europe occidentale, il baigne d'abord dans le milieu féodal dont il est issu— l'économie de servage dans les campagnes l'artisanat de corporation à la ville— puis, une fois la féodalité abattue, dans un milieu à la fois paysan et artisan, où par conséquent l'économie marchande simple règne dans l'agriculture comme dans l'artisanat."...." C'est dans ce milieu que se poursuit le processus de l'accumulation capitaliste. Il convient d'y distinguer trois phases: la lutte du capital contre l'économie naturelle, sa lutte contre l'économie marchande et sa lutte sur la scène mondiale autour ce qui reste des conditions d'accumulation"

" Le capitalisme a besoin pour son existence et son développement de formes de production non capitalistes autour de lui. Mais cela ne veut pas dire que n'importe laquelle de ces formes puisse lui être utile. Il lui faut des couches sociales non capitalistes comme débouchés pour sa plus-value, comme sources de moyens de production et comme réservoirs de main-d'oeuvre pour son système de salariat. Or l'économie naturelle ne peut rien lui donner de tout cela. Dans toutes les structures de l'économie naturelle, qu'il s'agisse de communes paysannes primitives avec propriété commune du sol, du domaine féodal où règne le servage ou autres, la production en fonction des besoins domestiques domine l'économie; en conséquence on n'éprouve pas ou peu le besoin de marchandises étrangères, et on ne produit généralement au dessus de ses besoins, ou du moins il n'y a pas nécessité urgente de se défaire des produits excédentaires. Cependant le problème essentiel est celui-ci: toutes les formes de production naturelles sont fondées sur une sorte de fixation des moyens de production comme des forces de travail.

La commune paysanne communiste aussi bien que la propriété féodale appuient leur organisation économique sur l'enchaînement du moyen de production primordial— la terre — ainsi que des forces de travail par le droit et la tradition. A tous les égards, l'économie naturelle oppose donc aux besoins du capital des barrières rigides. C'est pourquoi le capitalisme mène une lutte exterminatrice partout et toujours contre l'économie naturelle, sous quelque forme historique qu'il la rencontre, qu'il s'agisse de l'esclavage, du féodalisme, du communisme primitif, de l'économie paysanne patriarcale".

(R. LUXEMBURG: " L'Accumulation du Capital" chapitre 27: " La lutte contre l'économie naturelle ")

Ainsi, longtemps demeurée à l'écart de l'économie marchande, secteur extra-capitaliste représentant au même titre que les colonies un champ d'investissement et de réalisation de plus-value, l'agriculture s'est vue rapidement intégrée à l'économie capitaliste. L'Histoire abonde en exemples, qu'il s'agisse des métropoles européennes, des colonies, de la "conquête de l'Ouest" ou de la guerre de Sécession liquidant le féodalisme sudiste.

" Le capitalisme, après avoir dépouillé le paysan anglais de sa terre, l'a contraint à fuir à l'est des Etats-Unis, puis de là, le refoula à l'Ouest pour le transformer, sur les ruines de l'économie indienne, en un petit producteur de marchandises: puis, après l'avoir ruiné une fois encore, il le chasse de l'Ouest vers le Nord, où l'on précédé les chemins de fer et où la ruine le suit; le fermier a le capital comme guide devant lui et comme bourreau derrière lui."

(R. L. : idem chap.29 " La lutte contre l'économie paysanne ")

L'introduction de méthodes et de cultures nouvelles, du machinisme, l'utilisation d'engrais,....etc, balaya en quelques

décennies des siècles d'immobilisme autarciques entraîna la misère pour des millions d'êtres humains qui allèrent grossir les rangs du prolétariat: émigration massive d'Irlandais vers l'Amérique, esclaves noirs "libérés",...etc. Engels cite les chiffres du recensement de 1886 qui, malgré l'augmentation générale de la population française, fait apparaître une très nette diminution de la population rurale: 4 millions entre 1851 et 1886.

" Les buts économiques du capitalisme dans la lutte contre l'économie naturelle peuvent se résumer ainsi:

— 1° Appropriation directe d'importantes ressources de forces productives comme la terre, le gibier des forêts vierges, les minéraux, les pierres précieuses et les minerais, les produits des plantes exotiques telles que le caoutchouc, etc;

Cette appropriation s'explique en outre:

— d'une part, la nécessité de contrôler étroitement les sources de matières premières vitales de chaque état capitaliste.

— d'autre part par la possibilité de mieux réguler le marché global et limiter ainsi autant que possible les crises dues à la pénurie de matières premières et de pouvoir maîtriser les aléas climatologiques ou géographiques (par l'irrigation, les travaux d'endiguement,.....etc).

— 2° " Libération " de forces de travail qui seront contraintes de travailler pour le capital.

— 3° Introduction de l'économie marchande.

— 4° Séparation de l'agriculture et de l'artisanat.

LA LUTTE CONTRE L'ECONOMIE PAYSANNE

" Un dernier et très important chapitre de la lutte contre l'économie naturelle est la séparation de l'agriculture et de l'artisanat, l'élimination des métiers paysans de l'économie paysanne. A l'origine de sa carrière historique, l'artisanat est une occupation annexe de l'agriculture, chez les peuples civilisés sédentaires il s'y rattache comme catégorie subsidiaire. L'histoire de l'artisanat européen au Moyen-Âge est l'histoire de son émancipation de l'agriculture, de sa séparation du domaine féodal, de sa spécialisation et de sa constitution en branche indépendante de production organisée dans les villes sous l'égide des corporations. Malgré la transformation ultérieure de la production artisanale en manufactures, puis en grande industrie capitaliste, l'artisanat restait dans les fermes étroitement lié à l'agriculture. Dans l'économie paysanne, l'artisanat jouait un rôle important comme travail annexe à domicile, accompli en surplus du travail agricole dans le temps de loisir pour satisfaire les besoins domestiques.

Le développement de la production capi-

taliste arrache à l'économie paysanne tous ses métiers l'un après l'autre pour les concentrer dans la production massive industrielle. L'histoire de l'industrie textile en est un exemple typique.

Mais la même chose se produit plus discrètement dans toutes les branches artisanales de l'agriculture. Pour obliger la masse des paysans à acheter ses marchandises, le capital s'efforce de réduire l'économie paysanne à la seule branche dont il ne peut s'emparer immédiatement ni sans difficulté, étant donné les rapports de propriété en Europe: l'agriculture."

L'AGRICULTURE: UNE SOURCE DE DIFFICULTES

POUR LE CAPITAL

En effet cette intégration n'a pas été sans poser de nombreux problèmes au capital.

Secteur vital de tout état, l'agriculture, par le maintien de certaines structures pré-capitalistes, notamment en Europe (surface moyenne par exploitation relativement faible mentalité archaïque d'une population agricole relativement âgée, trop faible degré de mécanisation des petites exploitations,...) représente un secteur retardataire et de faible productivité en comparaison du secteur industriel.

Seul le capital U.S a réussi à faire de l'agriculture un secteur de pointe de son économie. Une arme tellement puissante d'ailleurs, qu'elle pourrait devenir l'un des atouts essentiels de la politique américaine; il n'est pour s'en convaincre que de penser aux récents accords portant sur la livraison de pétrole soviétique contre du blé U.S.

Depuis l'origine du capitalisme, l'agriculture a représenté pour la production capitaliste, en tant que marché extra-capitaliste, un marché permettant la réalisation de la plus-value. A ce titre et

comme dans toute branche, la concurrence et l'anarchie économique entraîne le développement de certaines productions aux dépens d'autres, aboutissant généralement à la monoculture, ce qui entraîne de brutales crises de surproduction; par exemple:

— l'extension brutale de la viticulture dans le Sud de la France et en Algérie,

— introduction forcée de la culture du pavot en Chine ("guerre de l'opium"),

— café au Brésil,

— la production de viande bovine en Argentine pour répondre à la demande engendrée par la II^e guerre mondiale,

— le coton dans le Sud des Etats-Unis,
—etc.

Parallèlement, le non-investissement dans d'autres domaines entraîne un sous-développement chronique débouchant sur la sous-consommation: famines,...etc. Il ne faut jamais oublier en effet que le capitalisme ne produit pas en fonction des besoins humains.

Ces deux manifestations du processus capitaliste, surproduction et sous-consommation deviennent permanentes en période de décadence du fait de la saturation des marchés et par la réduction toujours croissante des salaires réels des travailleurs, c'est-à-dire par la pression toujours plus forte du Capital sur le pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

Le secteur agricole produisant essentiellement des biens de consommation souffre donc plus que tout autre de cette situation économique.

La nécessité de soutenir ce secteur s'impose comme une lourde charge pour chaque état, mais nécessité ayant force de loi, ils y sont malgré tout contraints. (D'autant plus que les petits et moyens exploitants agricoles représentent une clientèle électorale qu'il importe avant tout pour le capitalisme de ne pas voir basculer contre lui, et surtout s'allier au Proletariat); des initiatives comme le "plan Mansholt" ou les pitoya-

bles efforts de " l'Europe verte " doivent donc être comprises comme des tentatives de réduire ce fardeau agricole.

Le poids de cette politique est supporté par la classe ouvrière avant tout, sous la forme d'impôts divers, et éventuellement sur la part de plus-value consommée par la classe capitaliste mais en aucun cas sur celle consacrée à l'accumulation et nécessaire à celle-ci.

Mais en définitif, si les investissements en secteur agricole s'avèrent être un fardeau pour le capitalisme, ce n'est pas tellement du simple point de vue des caractéristiques propres à ce secteur, mais plutôt en tant que conséquence de la crise générale.

Car, et c'est ce qu'il importe de souligner, l'intégration de l'agriculture au mode de production capitaliste, en faisant passer celle-ci du stade autarcique à celui de secteur à part entière de l'économie de marché, l'a également rendu particulièrement sensibles aux crises du système.

La seconde partie de cet article (à paraître dans J.T. N° 10) traitera de la "question paysanne" dans le mouvement ouvrier, des positions de classe prolétariennes face aux problèmes de l'agriculture et aux classes qui y sont liées.

LA PLATE-FORME DU GROUPE " POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE " A ETE PUBLIEE DANS JEUNE TAUPE N° 7. ELLE PEUT EGALEMENT ETRE OBTENUE SUR DEMANDE A NOTRE ADRESSE POSTALE (VOIR DERNIERE PAGE DE COUVERTURE).

suite de la p.8

dans la colonne internationale, de nombreux prolétaires révolutionnaires qui, en dépit de toute théorie d'unité nationale italienne, combattent courageusement. Les armées de France soutenu par le "gouvernement légal" de l'Italie.

Sous la pression de la révolution espagnole et de ses répercussions chez les ouvriers de tous les pays, le P.C.I. est en train d'effectuer un nouveau tournant. Dans le numéro de novembre de son organe théorique "Stato Operaio" on esquisse une politique de lutte pour la république démocratique italienne. On a soin de préciser qu'il ne s'agit pas d'une république démocratique ordinaire, mais d'une démocratie comme en Espagne, c'est-à-dire d'une république démocratique qui

détruit les bases matérielles de la réaction, exproprie la grande propriété foncière et la partage entre les paysans, introduit le contrôle ouvrier et populaire dans les usines, confisque les usines des capitalistes qui s'opposent à la volonté du peuple... L'armée, la police, la justice, la bureaucratie sont transformées en organes de défense de la révolution populaire, elles garantissent au peuple la liberté d'organisation, de parole, de réunion, de presse.

Le nouveau tournant qui montre la stérilité de politique de ruse avec le fascisme, est une concession aux ouvriers révolutionnaires. Mais l'expérience est là pour montrer que la direction actuelle du P.C.I. n'est pas capable de poursuivre une politique conséquente de lutte contre le fascisme.

suite p.23

. PORTUGAL :

CHAQUE JOUR LE CAPITALISME D'ETAT AVANCE UN PEU

PLUS, Y-A-T-IL UNE SOLUTION ?

Le texte suivant est extrait de l'Editorial du n° 34 (16 janvier 1976) du journal des camarades portugais de "COMBATE". Après avoir rappelé l'évolution de la lutte de classe au Portugal depuis le 25 avril (luttes revendicatives, lutte pour de nouvelles relations de travail), il analyse la phase d'étatisation survenue depuis le 11 mars 1975. Nous renvoyons d'autre part au texte "QUELS CONSEILS OUVRIERS" (traduit de COMBATE n° 27) (juillet 75) et à notre introduction à celui-ci, parus dans JEUNE TAUPE n° 7.

[...]
Le 11 mars 1975, la généralisation des étatisations ("nationalisations") est venue répondre à diverses nécessités de la classe dominante, que nous avons essayé d'analyser dans les éditoriaux de cette époque et que nous n'allons pas répéter ici. Mais ces étatisations sont venues aussi à la rencontre de problèmes soulevés par les luttes ouvrières. Les revendications salariales d'abord, puis la réorganisation partielle du travail à laquelle les ouvriers ont procédé ont conduit beaucoup de patrons privés à abandonner les entreprises, ce qui a soulevé des problèmes pressants de salaires. L'auto-gestion était seulement possible dans les entreprises productrices de biens de consommation et travaillant surtout pour le marché national, et même alors elle n'a pu résoudre de manière durable le problème de la survie. Les étatisations, assurant le salaire, sont venues répondre aux problèmes immédiats.

Ainsi dans de multiples cas s'est aggravée la distinction entre les travailleurs ayant une conscience plus limitée, qui concevaient l'objectif de la lutte comme un moyen d'assurer le salaire, et les autres dont la pratique les conduisait plus loin et qui cherchaient à lutter pour l'abolition du salariat.

Si ceci a conduit les étatisations à être en général acceptées, cela ne veut pas dire pour autant que le prolétariat ait été illusé. Dans certains secteurs elles ont été très bureaucratiques, décidées administrativement et fréquemment en opposition aux positions des travailleurs, et en leur imposant comme nouveaux patrons les technocrates d'Etat reconvertis en capitalistes d'Etat...

Dans cette situation les travailleurs n'ont pas développé des formes de critique active et massive de la bureaucratization, en

détruisant ces commissions de travailleurs, en en créant de nouvelles et en les unifiant, attaquant ainsi de front l'appareil d'Etat centralisé du capitalisme. Au contraire, toutes les formes de critique qui se sont alors manifestées ont pris la forme du désintéret et de la passivité face aux initiatives des commissions de travailleurs bureaucratisées. Ces commissions bureaucratisées n'ont pas réussi à s'attirer les masses prolétariennes, ce qui est un fait très important qui montre l'avance objective du prolétariat contemporain. Mais le prolétariat portugais, au cours de cette période, n'a pas réussi à détruire les commissions bureaucratisées et à lutter activement contre elles.

On a vécu ainsi une époque, dont le 25 novembre a été la dernière des manifestations, pendant laquelle s'est vérifiée une triple lutte sociale. D'un côté, la nouvelle bureaucratie surgie avec l'assimilation des commissions de travailleurs par le capitalisme d'Etat luttait contre la bureaucratie traditionnelle, en trouvant les appuis logistiques et sociaux dans des fractions de l'armée. Les officiers et commandants récemment promus se sont manifestés en général au côté des commissions bureaucratisées, en même temps qu'une bureaucratie nombreuse existante déjà aux temps de Salazar et de Marcello Gaetano rencontrait l'appui des officiers supérieurs et des généraux d'avant le 25 avril. Mais bien que leurs intérêts immédiats s'opposent, le capitalisme d'Etat nécessitait leur conjugaison. La défense politique de cette conjugaison est le rôle historique joué par le groupe bureaucratico-militaire de Melo Antunes, qui projette la combinaison d'une partie de l'appareil d'Etat existant avec les nouvelles commissions bureaucratisées, développées sur-

tout avec le II mars. Mais, outre cette lutte entre les bureaucraties, le prolétariat n'a pas cessé durant cette période de poursuivre une lutte pratique dans laquelle se sont développées des formes égalitaires d'organisation. La poursuite de la bureaucratisation des commissions de travailleurs et le contrôle des entreprises par le capitalisme d'Etat a rendu plus difficile le développement des formes d'organisation autonome dans les unités de production. En même temps, la crise générale d'habitation, le manque de maisons et l'inégalité flagrante dans ce secteur ont fait qu'une grande partie des luttes immédiates s'est centrée plus sur les unités d'habitation (quartiers) que sur les unités de production (usines). Se sont ainsi développées des formes démocratiques d'organisation dans les quartiers - les commissions de quartier.

Les usines étant le centre fondamental du prolétariat, la bureaucratisation dans les entreprises a joué un rôle fondamental dans le développement de la bureaucratisation générale de la société et a limité les possibilités d'expansion de la lutte dans les quartiers. De l'autre côté, la crise de l'appareil administratif, reflet des mutations générales de l'appareil d'Etat, a constitué un très bon terrain pour l'attribution aux commissions de quartier d'un rôle administratif inséré dans l'appareil capitaliste. En résumé, dans le champ des commissions de quartier et de la lutte dans les quartiers, on a vu se développer, bien qu'avec un certain retard, une bureaucratisation semblable à celle développée dans les commissions de travailleurs avant.

Aujourd'hui ce phénomène de bureaucratisation des commissions de quartier a pris des proportions telles que beaucoup ne résultent pas de la dégénérescence des institutions issues des luttes, mais de l'auto-nomination d'un groupe de personnes, sans aucune lutte qui la précède ou l'accompagne. Seulement l'indifférence générale peut permettre que des individus isolés se présentent comme "commission de quartier" ou "groupe dynamisateur".

Le 25 novembre est venu montrer, comme nous l'avons dit alors dans un éditorial, qu'aucun des camps bureaucratiques en lutte n'a été appuyé par les masses prolétaires. L'indifférence que le prolétariat a montré face à la dispute au sein de la classe do-

minante a été une forme de critique. Mais cette critique ne peut se convertir en construction active de la société communiste que si elle cesse d'être un non-appui passif à aucun des groupes capitalistes d'Etat et devient une attaque active à tous.

En conclusion de ce bref historique, nous pouvons dire que la limite principale du mouvement autonome du prolétariat a consisté dans le fait que les luttes, étant autonomes au niveau de chaque entreprise, n'ont pas réussi à s'unifier de façon autonome. L'Etat est un appareil centralisé. Le prolétariat ne peut le détruire à travers des organisations qui reproduisent cette centralisation bureaucratique et répressive, comme sont tous les partis bureaucratés et militarisés. Ces partis ne détruisent qu'un appareil d'Etat pour en créer un autre. Mais la destruction de l'Etat et du capitalisme ne peut pas être faite non plus de façon parcellaire et isolée. Elle ne peut que résulter de l'unification des commissions de travailleurs, des commissions de quartier et de toutes les formations intégrées dans la lutte autonome du prolétariat. Pas une centralisation répressive mais une unification égalitaire. Et pas de commissions bureaucratées, mais des commissions entièrement contrôlées par un prolétariat actif, en lutte.

DEUX EXEMPLES ACTUELS DE BUREAUCRATISATION :

Deux exemples actuels peuvent montrer la signification de la bureaucratisation et le rôle joué dans celle-ci par les partis de "gauche" (en réalité constructeurs du capitalisme d'Etat). Le premier est le cas du journal "Republica". Le second concerne certaines commissions de quartier.

La lutte des typographes et de quelques autres travailleurs de "Republica" contre la majorité des journalistes a eu une signification hautement révolutionnaire. Il s'agissait d'attaquer le monopole de l'information et de la culture dont les couches intellectuelles ont jusqu'ici disposé sans exception. Mais cet aspect révolutionnaire de la lutte ne pouvait continuer que si "Republica" n'avait pas été seulement ouvert au groupe particulier de ses travailleurs, mais à tous les travailleurs. Ce n'est pas ce qui est arrivé, et la bureaucratisation du journal s'est accentuée, servant chaque fois plus de plate-forme à certains partis poli-

tiques, spécialement l'UDP et le PRP. Ceci a conduit à son isolement croissant face au prolétariat et à l'attitude passive assumée par ce dernier relativement au journal. Au moment du 25 novembre, cette situation aurait pu changer si "Republica" s'était ouvert à la majorité de la classe ouvrière, détruisant les schémas du journalisme traditionnel qui reproduit le monopole de la culture par la classe dominante, comme cela avait été proposé à la réunion des commissions de travailleurs et de quartiers réunie à Baixa da Banheira (banlieue industrielle au sud de Lisbonne) le 30 novembre, pendant l'état de siège. Mais cette réunion n'a pas réussi à se développer en mouvement autonome, le "secrétariat provisoire" qui s'y était constitué se révélant un appendice de l'UDP; et les masses prolétariennes ont manifesté leur manque d'intérêt en le vouant à l'oubli. L'UDP révéla déjà l'échec en convertissant le "secrétariat provisoire" en "groupe dynamisateur" jusqu'à ce qu'il disparaisse silencieusement dans les coulisses de sa tactique politique. Et ne pouvant plus contrôler le mouvement de masses - rêve de tous les partis - l'UDP et le PRP ont préféré en finir en silence avec "Republica" au lieu de l'ouvrir aux masses ouvrières. Ils se sont offerts démagogiquement pour des pourparlers avec l'ancien corps rédactionnel, qui n'a plus besoin de "Republica", disposant maintenant de "A Luta". Le fait que "Republica" ne pouvait pas survivre économiquement pendant longtemps n'a pas d'intérêt ici. Ce qui est fondamental, c'est que pouvait être constitué durant quelques semaines ou même quelques jours un instrument d'importance révolutionnaire incalculable. Ouvert aux luttes ouvrières, ouvert directement à la collaboration ouvrière, faisant des entreprises ses organes de distribution et de rédaction, le journal pouvait être un élément très important pour l'unification autonome des luttes. Mais le prolétariat n'a pas réussi à le faire, et les partis ont montré leur véritable caractère et leurs véritables fonctions en préférant détruire le journal que de le laisser contribuer au développement du mouvement autonome, qui comme un raz de marée aurait balayé l'Etat, les partis et tous les appendices du capitalisme.

Autre exemple flagrant de la bureaucratization est le système de définition des loers établi par

les commissions de quartier de Sé-tubal (ville industrielle importante à 40 km au sud de Lisbonne) et par la commission de quartier des Cedros (Linda a Velha, près de Lisbonne), pour ne parler que d'elles. Ces systèmes sont très complexes, établissant des équations de multiples facteurs, ce qui montre qu'ils ne peuvent être le résultat de l'initiative des travailleurs. En outre dans le cas de Sé-tubal, l'interférence des techniciens du Cabinet de planification de la Mairie et du Fond de développement de l'habitation est évidente. De cette façon, les commissions de quartier agissent comme de nouvelles "Juntas de Freguesia" (le plus bas échelon de l'administration, dans l'appareil légal), comme de nouveaux organes locaux de l'appareil d'Etat. Ainsi les masses travailleuses sont écartées de l'élaboration de ces systèmes de paiement; leur application aux cas concrets échappe entièrement aux travailleurs, qui restent sous la dépendance des nouveaux spécialistes, comme jusqu'à maintenant ils avaient été soumis aux anciens spécialistes. Les processus légaux compliqués dont la compréhension et l'exécution échappent au prolétariat, intéressent les exploiters. La justice prolétarienne est simple et élémentaire, elle se fait par compréhension mutuelle et est anti-formaliste. En établissant ces critères ultra-compliqués, la bureaucratie crée déjà les conditions de sa reproduction.

ET MAINTENANT ?

Le 25 novembre a constitué un pas important dans l'unification de la classe dominante, en faisant prévaloir un des divers projets répressifs proposés et en créant les conditions pour l'unification de l'appareil militaire.

Bien que l'appareil répressif gouvernemental ne soit pas encore suffisamment structuré pour pouvoir résister à une grande vague de révoltes, les partis et les syndicats continuent sans aucune base de masses et les premiers sont même idéologiquement plus isolés qu'il y a quelque temps, quant au prestige dont le MFA jouissait après le 25 avril, il s'est évanoui dans la politique anti-ouvrière et le permanent lavage de linge sale.

Sous cet aspect, ce sont les commissions de travailleurs et de quartier bureaucratisées qui cons-

sirs (reproduction de la force de travail) et pour faire fonctionner le tourisme (rouage important dans l'accroissement du profit) !

Bien plus que les films-catastrophes à base du déchaînement des éléments naturels (cf. Conscience du Spectacle dans J.T n°5) ou que ceux étalant la violence à grand renfort d'hémoglobine (ex : "Guernica" d'Arrabal, "El Topo" de Jodorowsky, ...), les Dents de la Mer fascinent (énorme succès aux Etats-Unis, nombre record d'entrées en quelques jours en France) par la représentation que ce film donne de L'AUTO-CANNIBALISME DU CAPITAL. Face à sa crise permanente (Décadence), à ses contradictions inhérentes de système économique catastrophique (concurrence, guerre), le capital se dévore lui-même. Narcisse au XIXe siècle, époque où sur l'empire anglais "le soleil ne se couchait jamais", il a peur aujourd'hui de sa propre image. Il lui manque l'agresseur, le justificatif idéologique. Il cherche à l'inventer pour en continuant la barbarie continuer l'exploitation. Il en a besoin pour imposer l'union sacrée, pour rivrer le prolétariat au char national, et pour tenter de se "régénérer" grâce à la

chair à canon de cette classe qui lui est d'abord antagonique par la place qu'elle occupe en son sein dans les rapports de production. Le Capital ne peut lâcher la proie pour l'ombre. Le requin ne devient jamais poisson rouge ! Jusqu'à quand les fossoyeurs du Capital se contenteront-ils de creuser la fosse et d'y être engloutis à sa place ?

"Nous regardions Charybde, dans notre crainte de la mort; à ce moment Scylla dans le creux du vaisseau emporta six de mes hommes, les meilleurs par la force de leurs bras. Comme je tournais les yeux vers mon vaisseau rapide et mes compagnons, je n'aperçus plus que leurs pieds et leurs mains enlevés en l'air... Et Scylla, à la porte de son antre, les dévorait tout criants, tendant les bras vers moi dans leur effroyable détresse. C'est bien le spectacle le plus pitoyable qu'aient vu mes yeux, pendant ma pénible recherche des passes de la mer."

HOMÈRE (Odyssée - chant XII)

Le serpent de mer Guillaume II apparaissant sur les côtes du Maroc.
Caricature sur la politique allemande au Maroc. 1905-1906.



suite de la p.19

Dépourvue de ligne politique conséquente, non soumise au contrôle des ouvriers révolutionnaires italiens, subissant tantôt la pression de la puissance fasciste, tantôt de la révolution prolétarienne, elle reflète dans sa politique, tout comme les autres sections de l'I.C., les contradictions entre la lutte pour la révolution et la politique de collaboration de classe même avec la réaction fasciste. Et cela au moment où la vie elle-même pose devant les révolutionnaires italiens cette alternative : organiser et éduquer les masses en vue du renversement révolutionnaire du régime fasciste ou cesser d'exister en tant que facteur politique indépendant.

MARCEL BREVAL.

* Il fonda et soutint des syndicats illégaux opposés aux syndicats fascistes. Dans les organisations fascistes de masse il poursuivait une politique tendant à saboter leur fonctionnement.

LUTTER CONTRE LE CHOMAGE OU CONTRE LE CAPITAL ?



LE CHOMAGE EST PRODUIT PAR :

UNE MAUVAISE GESTION DU
GOUVERNEMENT ?

LA CRISE INELUCTABLE DU
CAPITALISME !

LES SYNDICATS SONT :

LES ORGANES DE DEFENSE
DES TRAVAILLEURS ?

DES PILLIERS DE
L'ORDRE CAPITALISTE !

POUR ORGANISER NOTRE LUTTE , IL FAUT :

UN GOUVERNEMENT APPLIQUANT LE
PROGRAMME COMMUN, UN FRONT
UNIQUE OUVRIER, ...?

FORMER DES COMITES DE
GREVE ANTI-SYNDICAUX,
DES NOYAUX OUVRIERS
COMMUNISTES, ...!

REUNION PUBLIQUE

Judi 18 mars, 20H30
33 rue des Vignoles
(Paris 20°)
Métro Avron

Organisée par « POUR UNE
INTERVENTION COMMUNISTE »
Supplément à « Jeune Taupe » n° 9



Pour Correspondances, Echanges de Publications et
Contacts, écrire à :
P.I.C.
LIBRAIRIE PARALLELES
47 rue St Honoré
75001 - Paris

Abonnements : 30 F (étranger 35 F)
Paiement au nom de : HARBI ; C.C.P. La Source 34.709.15

Directeur de la publication : A. Robic
Imprimeur : Ed. Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris
Dépot légal : 1° trimestre 1976